

### Artikel 2. Uit te voeren werken

De lastgever machtigt de vastgoedbeheerder uitdrukkelijk om de hierna omschreven werken, op eigen kosten, uit te voeren of te laten uitvoeren, overeenkomstig het onderzoeksrapport van de gezondheid dat door de vastgoedexperts van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" wordt verricht.

Nadere bepalingen over de uit te voeren werken	Termijnen
Werken nodig voor de gezondheid	
Andere werken	

### Artikel 3. Duur van het contract

Dit mandaat wordt toegekend en aanvaard voor een termijn van ....., met ingang van ....., en eindigt van rechtswege op .....

Het mandaatscontract kan evenwel beëindigd worden met een opzeggingstermijn van drie maanden :

- indien tijdens de uitvoering, één van de houders van zakelijke rechten niet meer over een woning beschikt, die als hoofdverblijfplaats kan worden gebruikt, indien hij aantoonbaar is het goed persoonlijk en werkelijk te betrekken;
- indien de houder van zakelijke rechten het gebouw wenst te laten betrekken door zijn/haar echtgenote/-oot, hun afstammelingen, bloedverwanten in opgaande of nederdalende lijn en aangenomen kinderen, alsmede hun bloedverwanten in de zijlijn tot in de derde graad, mits deze personen niet zelf over een woning beschikken die ze als hoofdverblijfplaats kunnen gebruiken.

### Artikel 4. Bijzondere bedingen

In dit contract wordt/worden ..... bijlage(n) vervaardigd die noodzakelijk deel uitmaken van het contract.

Goedgekeurd wordt de doorhaling van ..... lijnen en ..... woorden, die als nietig worden opgenomen.

Dit contract samen met de bijlage(n) wordt (worden) opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn bij het contract, waarbij iedere partij verklaart dat zij één origineel stuk heeft ontvangen.

(verplichte vermelding : Gelezen en goedgekeurd)

Handtekening van de partijen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot bepaling, voor wat het jaar 2008 betreft, van de wijze van de overname door het Gewest van een tegemoetkoming voor de verhuur van een leegstaande woning die door een vastgoedbeheerder beheerd moet worden.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 310

[2009/200253]

### 8 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la production d'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 34, 4<sup>o</sup>, 36, alinéa 2, 37, 38, § 1<sup>er</sup> et 5, 39, § 1<sup>er</sup>, 40, alinéa 3, et 43, § 2, alinéa 2, 15<sup>o</sup>, remplacés par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché régional de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant diverses mesures en matière de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu les avis CD-8f06-CWaPE-191 et CD-8i16-CWaPE de la CWaPE des 25 juin 2008 et 6 novembre 2008;

Vu l'avis n<sup>o</sup>32/2008 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis 45.566/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, le mot "installation" est remplacé par les mots "unité de production".

**Art. 2.** Aux points 4, 7 et 9 de l'article 7, § 3, du même arrêté, les mots "de l'unité de production" sont remplacés par les mots "de ou des (l') unité(s) de production".

**Art. 3.** A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 janvier 2007 et 20 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au 2<sup>e</sup> alinéa les mots "au site concerné" sont remplacés par les mots "à l'unité de production concernée";

2<sup>o</sup> au 4<sup>e</sup> alinéa, le mot "installation" est remplacé par les mots "unité de production" et le mot "concerné" est ajouté *in fine*.

**Art. 4.** A l'article 15*bis* du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "installations" est remplacé par le mot "unités";

2° aux alinéas 3 et 5, le mot "installations" est remplacé par les mots "unités de production".

**Art. 5.** A l'article 15*ter* du même arrêté tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

"Les unités de production d'électricité verte ayant fait l'objet d'une modification significative peuvent se voir attribuer des certificats verts pour une nouvelle période de quinze ans pour autant que cette modification ait été effectuée après la date de publication du décret au *Moniteur belge*."

2° le 1° de l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

"1° une modification entraînant une amélioration du gain annuel en CO<sub>2</sub> d'au moins 20 %, obtenue soit par l'augmentation du taux d'économie de CO<sub>2</sub>, soit par l'augmentation de la production électrique découlant d'une augmentation de la puissance électrique nette développable soit d'une modification technologique innovante. La CWaPE vérifie que l'amélioration du gain annuel de CO<sub>2</sub> trouve son origine dans une des trois causes précitées.";

3° le 3° de l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

"3° une modification entraînant un investissement dans l'unité de production pour un montant au moins équivalent à 50 % de l'investissement initial, celui-ci étant établi conventionnellement sur la base de coûts d'investissements standards calculés par la CWaPE et publiés sur son site internet.

Ceux-ci sont actualisés tous les trois ans. Sont exclus de ces coûts ceux relatifs aux investissements non directement liés à la génération d'électricité et, notamment, ceux relatifs aux politiques de gestion des déchets, de l'eau et des voies navigables.";

4° l'alinéa 3 est remplacé par les deux alinéas suivants :

"Le producteur introduit son dossier à la CWaPE, qui vérifie si les modifications envisagées ou réalisées correspondent effectivement à une modification significative au sens de l'alinéa 2. La CWaPE se prononce dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande. Le dossier peut être introduit avant ou après le(s) investissement(s).

En cas d'introduction du dossier préalablement à l'investissement, la reconnaissance du caractère significatif de la modification est conditionnée au fait que les investissements prévus et acceptés par la CWaPE aient été réalisés. La modification significative prend effet dès l'adaptation du certificat de garantie d'origine constatant la réalisation de la modification significative de l'unité de production telle qu'acceptée par la CWaPE.";

5° un alinéa 5 nouveau, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 4 nouveau et l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 6 :

"Pour les investissements au moins équivalents à 45 % et inférieurs à 50 % de l'investissement initial, sur la base de coûts d'investissements standards calculés et publiés périodiquement par la CWaPE, la CWaPE peut, à la demande du producteur, accorder le caractère de modification significative à l'unité de production ayant fait l'objet d'investissements, sur la base d'une analyse démontrant que les coûts réels d'investissements sont différents des coûts d'investissements standards tels que publiés par la CWaPE.";

6° le dernier alinéa est remplacé comme suit :

"L'attribution des certificats verts pour une nouvelle période de quinze ans ne peut intervenir qu'après la notification à la CWaPE de l'adaptation du certificat de garantie d'origine constatant la réalisation de la modification significative."

**Art. 6.** A l'article 15*quater*, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 3° tiret, du même arrêté tel quel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots "de 40 %" sont remplacés par les mots "de 50 %".

**Art. 7.** L'article 25, § 5, alinéa 3, du même arrêté tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est modifié comme suit :

1° la phrase introductive est remplacée comme suit :

"Pour chaque client final, dont la consommation trimestrielle dépasse le seuil de 1,25 GWh par siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle, la réduction du nombre de certificats verts correspond à une diminution de quota selon les formules suivantes :";

2° au 1°, les mots "quota de l'année précédent l'année en cours" sont remplacés par les mots "quota applicable à cette tranche de consommation l'année précédant l'année en cours".

**Art. 8.** Les articles 31*bis* à 31*quater*, rédigés comme suit, sont insérés dans le chapitre VIII du même arrêté :

"Art. 31*bis*. Pour le 31 avril 2009 au plus tard, la CWaPE établit et publie, pour la première fois, la liste de coûts d'investissements standards visés à l'article 15*ter*, alinéa 2, 3°. Cette liste est applicable pour toutes les demandes introduites dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Art. 31*ter*. Pour les demandes introduites en application de l'article 15*ter* portant sur des modifications intervenues entre la date de publication du décret au *Moniteur belge* et le 1<sup>er</sup> janvier 2008 qui sont reconnues par la CWaPE comme étant significatives au sens de l'article 15*ter* précité, la modification significative est considérée comme ayant pris effet à la date de mise en service de l'unité ou des unités de production modifiée(s), conformément au certificat de garantie d'origine adapté. Pour ces unités de production, une quantité complémentaire de certificats verts compensant l'application du coefficient "q" est, le cas échéant, attribuée pour l'électricité qui a été produite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Art. 31*quater*. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> de l'article 17*bis*, les labels de garantie d'origine dont la fin de la période de production est datée de 2007 ont une durée de validité s'achevant au 31 décembre 2009."

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

**Art. 9.** L'article 24<sup>ter</sup>, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Lorsque la demande est introduite alors que l'installation ou l'une de ses unités de production n'est pas encore entrée en service, le demandeur joint à la demande une projection des données relatives aux documents visés aux points 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> ainsi que la planification de l'investissement et la date probable de sa mise en service."

**Art. 10.** A l'article 24<sup>quater</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "de l'installation" sont remplacés par les mots "de l'unité ou des unités de production considérée(s)";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "installation de production d'électricité verte" sont remplacés par les mots "unité de production d'électricité verte concernée";

3<sup>o</sup> au dernier alinéa, le mot "installation" est remplacé par les mots "unité de production".

**Art. 11.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 24<sup>septies</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Par dérogation aux articles 24<sup>ter</sup> et 24<sup>quater</sup>, l'unité ou les unités de production composant une installation dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW bénéficient de la garantie de rachat à charge du gestionnaire de réseau de transport local de leurs certificats verts pour une durée de 180 mois. La durée de l'obligation d'achat prend cours le mois suivant la mise en service de l'unité de production d'électricité verte concernée."

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant diverses mesures en matière de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

**Art. 12.** A l'article 36 de l'arrêté du 20 décembre 2007 portant diverses mesures en matière de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, le mot "installations" est remplacé par le mot "unités".

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 14.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 janvier 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 310

[2009/200253]

**8. JANUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen in Bezug auf die Erzeugung von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 34, 4<sup>o</sup>, 36, Absatz 2, 37, 38, §§ 1 und 5, 39, § 1, 40, Absatz 3 und 43, § 2, Absatz 2, 15<sup>o</sup>, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im regionalen Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der Gutachten der CWaPE CD-8f06-CWaPE-191 und CD-8i16-CWaPE vom 25. Juni 2008 und vom 6. November 2008;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 32/2008 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 18. Dezember 2008 in Anwendung von Artikel 84, § 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 45.566/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

**Artikel 1 -** In Artikel 2, 9<sup>o</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 abgeänderten Fassung, wird das Wort "Anlage" durch den Wortlaut "Erzeugungseinheit" ersetzt;

**Art. 2 -** In den Punkten 4, 7 und 9 von Artikel 7, § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der Erzeugungseinheit" durch den Wortlaut "der Erzeugungseinheit(en)" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 15, §1 desselben Erlasses, so wie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 und vom 20. Dezember 2007 abgeändert, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im 2. Absatz wird der Wortlaut "auf den betroffenen Standort" durch den Wortlaut "auf die betroffene Erzeugungseinheit" ersetzt;

2° im 4. Absatz wird das Wort "Anlage" durch das Wort "Erzeugungseinheit" ersetzt und wird das Wort "betroffenden" zwischen "der" und "Bescheinigung" eingefügt.

**Art. 4** - In Artikel 15bis desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember eingefügt, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Anlagen" durch das Wort "Einheiten" ersetzt;

2° in den Absätzen 3 und 5 wird das Wort "Anlagen" durch das Wort "Erzeugungseinheiten" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 15ter desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember eingefügt, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch den nachstehenden Absatz ersetzt:

"Die Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom, die Gegenstand einer bedeutsamen Abänderung gewesen sind, können grüne Bescheinigungen für einen neuen Zeitraum von fünfzehn Jahren erhalten, wenn diese Abänderung nach dem Datum der Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* vorgenommen worden ist.;"

2° Punkt 1° von Absatz 2 wird folgendermaßen ersetzt:

"1° eine Abänderung, die eine Aufbesserung des Satzes der CO<sub>2</sub>-Einsparung um mindestens 20% zur Folge hat, die entweder durch die Erhöhung des CO<sub>2</sub>-Einsparungssatzes oder durch die mit einer Erhöhung der entwickelbaren elektrischen Nettoleistung verbundene Erhöhung der Stromerzeugung oder auch durch eine innovative technologische Abänderung erreicht wird. Die CWaPE prüft, dass die Aufbesserung des jährlichen CO<sub>2</sub>-Ausstoßes auf einen der vorerwähnten drei Gründe zurückzuführen ist.;"

3° Punkt 3° von Absatz 2 wird folgendermaßen ersetzt:

"3° eine Abänderung, die eine Investition in die Erzeugungseinheit für einen Betrag, der mindestens 50% der ersten Investition entspricht, zur Folge hat, wobei diese auf der Grundlage von durch die CWaPE berechneten und auf ihrer Website veröffentlichten standardisierten Investitionskosten vereinbart wird.

Diese werden alle drei Jahre aktualisiert. Die Kosten in Bezug auf Investitionen, die nicht direkt mit der Stromerzeugung verbunden sind, und insbesondere diejenigen in Bezug auf die Politik im Bereich der Abfall- und Wasserbewirtschaftung und der Verwaltung der schiffbaren Wasserstraßen sind von diesen Kosten ausgeschlossen.;"

4° Absatz 3 wird durch die folgenden zwei Absätze ersetzt:

"Der Erzeuger legt seine Akte der CWaPE vor; diese überprüft, ob die berücksichtigten oder vorgenommenen Abänderungen tatsächlich einer bedeutsamen Abänderung im Sinne von Absatz 2 entsprechen. Die CWaPE befindet innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Einreichen des Antrags. Die Akte kann vor oder nach dem Tätigen der Investition(en) eingereicht werden.

Wird eine Akte vor der Investition eingereicht, so unterliegt die Anerkennung des bedeutsamen Charakters der Abänderung der Tatsache, dass die durch die CWaPE vorgesehenen und genehmigten Investitionen getätigt worden sind. Die bedeutsame Abänderung wird ab der Anpassung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie wirksam, durch das die Durchführung der bedeutsamen Abänderung der Erzeugungseinheit, so wie sie durch die CWaPE genehmigt worden ist, festgestellt wird.;"

5° ein folgendermaßen verfasster neuer Absatz 5 wird zwischen den neuen Absatz 4 und den alten Absatz 4, aus dem Absatz 6 wird, eingefügt:

"Für die Investitionen, die mindestens 45% und weniger als 50% der ursprünglichen Investition entsprechen, auf der Grundlage von durch die CWaPE berechneten und regelmäßig veröffentlichten standardisierten Investitionskosten, kann die CWaPE auf Anfrage des Erzeugers der Erzeugungseinheit, die Gegenstand von Investitionen gewesen ist, den Charakter der bedeutsamen Abänderung auf der Grundlage einer Analyse gewähren, die beweist, dass die tatsächlichen Investitionskosten sich von den standardisierten Investitionskosten, so wie sie durch die CWaPE veröffentlicht werden, unterscheiden.;"

6° der letzte Absatz wird folgendermaßen ersetzt:

"Die Gewährung der grünen Bescheinigungen für einen neuen Zeitraum von fünfzehn Jahren kann erst nach der Zustimmung an die CWaPE der Anpassung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie, durch das die Durchführung der bedeutsamen Abänderung festgestellt wird, erfolgen."

**Art. 6** - In Artikel 15quater, Absatz 1, 3°, dritter Strich desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 eingefügt, wird der Wortlaut "mehr als 40%" durch den Wortlaut "mehr als 50%" ersetzt.

**Art. 7** - Artikel 25, §5, Absatz 3 desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 ersetzt, wird folgendermaßen abgeändert:

1° der einführende Satz wird folgendermaßen ersetzt: "Für jeden Endverbraucher, dessen dreimonatlicher Verbrauch die Schwelle von 1,25 GWh pro Betriebsjahr, der einer technischen oder industriellen Einheit entspricht, übertrifft, entspricht die Verringerung der Anzahl grüner Bescheinigungen einer Verringerung der Quote gemäß folgenden Formeln:"

2° in Punkt 1° wird der Wortlaut "Quote des Jahres vor dem laufenden Jahr" durch den Wortlaut "im Jahr vor dem laufenden Jahr auf diesen Verbrauchsanteil anwendbaren Quote" ersetzt.

**Art. 8** - Die Artikel 31bis bis 31quater mit folgendem Wortlaut werden in Kapitel VIII desselben Erlasses eingefügt:

"Art. 31bis - Bis zum 31. April spätestens erstellt und veröffentlicht die CWaPE zum ersten Male die Liste der in Artikel 15ter, Absatz 2, 3° erwähnten standardisierten Investitionskosten. Diese Liste ist für alle seit dem 1. Januar 2008 eingereichten Anträge anwendbar.

Art. 31ter - Für die in Anwendung von Artikel 15ter eingereichten Anträge, die zwischen dem Datum der Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* und dem 1. Januar 2008 eintretende Änderungen betreffen, die durch die CWaPE als bedeutsam im Sinne des vorerwähnten Artikels 15ter anerkannt sind, wird davon ausgegangen, dass die bedeutsame Abänderung zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der abgeänderten Erzeugungseinheit(en) gemäß dem angepassten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wirksam geworden ist. Für diese Erzeugungseinheiten wird gegebenenfalls eine zusätzliche Anzahl grüner Bescheinigungen, die die Anwendung des Koeffizienten "q" ausgleicht, für den ab dem 1. Januar 2008 erzeugten Strom gewährt.

Art. 31<sup>quater</sup> - In Abweichung von Artikel 17<sup>bis</sup>, §1 endet die Gültigkeitsdauer der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, deren Erzeugungszeitraum im Jahre 2007 endete, am 31. Dezember 2009."

KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

**Art. 9** - Artikel 24<sup>ter</sup>, §2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Dezember 2007 eingefügt, wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Wenn die Anlage oder eine ihrer Erzeugungseinheiten beim Einreichen des Antrags noch nicht in Betrieb genommen worden ist, fügt der Antragsteller dem Antrag eine Schätzung der Daten betreffend die unter den Punkten 1° bis 3° erwähnten Dokumente sowie die Planung der Investition und das wahrscheinliche Datum für ihre Inbetriebnahme bei."

**Art. 10** - In Artikel 24<sup>quater</sup> desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember eingefügt, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in den Punkten 1° und 2° von Absatz 1 wird der Wortlaut "der Anlage" durch den Wortlaut "der betroffenen Erzeugungseinheit(en)" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "Anlage zur Erzeugung von Grünstrom" durch den Wortlaut "betroffenen Einheit zur Erzeugung von Grünstrom" ersetzt;

3° im letzten Absatz wird das Wort "Anlage" durch den Wortlaut "Erzeugungseinheit" ersetzt;

**Art. 11** - Absatz 1 von Artikel 24<sup>septies</sup> desselben Erlasses, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 eingefügt, wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"In Abweichung von den Artikeln 24<sup>ter</sup> und 24<sup>quater</sup> wird der bzw. den Erzeugungseinheiten, die eine Anlage bildet bzw. bilden, deren zu entwickelnde Nettoleistung höchstens 10 kW beträgt, die Garantie des Kaufes ihrer grünen Bescheinigungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes für eine Dauer von 180 Monaten gewährt. Die Dauer der Kaufverpflichtung läuft ab dem Monat, der auf die Inbetriebnahme der betroffenen Einheit zur Erzeugung von Grünstrom folgt."

KAPITEL III — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

**Art. 12** - In Artikel 36 des Erlasses vom 20. Dezember 2007 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird das Wort "Anlagen" durch das Wort "Einheiten" ersetzt.

KAPITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

**Art. 14** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Januar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 310

[2009/200253]

**8 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse wijzigingen betreffende de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 34, 4°, 36, tweede lid, 37, 38 §§ 1 en 5, 39, § 1, 40, derde lid, en 43, § 2, tweede lid, 15°, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende verschillende maatregelen ter bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op de adviezen CD-8f06-CWaPE-191 en CD-8i16-CWaPE van de CWaPE (Waalse Energiecommissie) van 25 juni 2008 en 6 november 2008;

Gelet op het advies nr. 32/2008 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies 45.566/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling*

**Artikel 1.** In artikel 2, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt het woord "installatie" vervangen door het woord "productie-eenheid".

**Art. 2.** In de punten 4, 7 en 9 van artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de productie-eenheid" vervangen door de woorden "de productie-eenhe(i)d(en)".

**Art. 3.** Artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 januari 2007 en 20 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden "aan bedoelde site" vervangen door de woorden "aan bedoelde productie-eenheid";

2° in het vierde lid wordt het woord "installatie" vervangen door de woorden "productie-eenheid" en wordt het woord "bedoelde" tussen "het" en "certificaat" ingevoegd.

**Art. 4.** Artikel 15bis van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het woord "installaties" vervangen door het woord "eenheden";

2° in het derde en het vijfde lid, wordt het woord "installaties" vervangen door de woorden "productie-eenheden".

**Art. 5.** Artikel 15ter van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De eenheden voor groene elektriciteitsproductie die het voorwerp van een noemenswaardige wijziging zijn geweest kunnen groene certificaten verkrijgen voor een nieuwe periode van vijftien jaar voor zover deze wijziging heeft plaatsgevonden na de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.";

2° punt 1° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"1° en wijziging waardoor een verbetering van minstens 20 % CO<sub>2</sub>-winst jaarlijks wordt verkregen, hetzij door de verhoging van het CO<sub>2</sub>-besparingspercentage, hetzij door de verhoging van de elektrische productie die ontstaat uit een verhoging van het ontwikkelbare elektrisch nettovermogen, hetzij door een vernieuwende technologische wijziging. De CWaPE gaat na of de verbetering van de jaarlijkse CO<sub>2</sub>-winst haar oorsprong vindt in één van de drie bovengenoemde oorzaken.";

3° punt 3° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"3° een wijziging met als gevolg een investering in de productie-eenheid die minstens 50 % van de oorspronkelijke investering bedraagt. Dit bedrag wordt contractueel opgesteld op basis van standaard investeringskosten die door de CWaPE worden berekend en op haar website worden gepubliceerd.

Deze kosten worden om de drie jaar bijgesteld. De kosten betreffende investeringen die niet rechtstreeks verbonden zijn met elektriciteitsopwekking worden uit deze kosten uitgesloten, o.a., de kosten in verband met het beleid inzake afvalbeheer, water en bevaarbare waterwegen.";

4° het derde lid wordt vervangen door de twee volgende leden :

"De producent dient zijn dossier in bij de CWaPE, die nagaat of de geplande of uitgevoerde wijzigingen wel een noemenswaardige wijziging inhouden in de zin van het tweede lid. De CWaPE spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de aanvraag wordt ingediend. Het dossier kan vóór of na de investering(en) worden ingediend.

Indien het dossier vóór de investering wordt ingediend, wordt de erkenning van het noemenswaardig karakter van de wijziging onderworpen aan de uitvoering van de investeringen die door de CWaPE worden voorzien en goedgekeurd. De noemenswaardige wijziging heeft uitwerking vanaf de aanpassing van het certificaat van garantie van oorsprong dat de uitvoering van de noemenswaardige wijziging van de productie-eenheid zoals aanvaard door de CWaPE, vaststelt.";

5° Er wordt tussen het nieuwe vierde lid en het voormalige vierde lid dat het zesde lid wordt, een nieuw vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de investeringen van minstens 45 % en van minder dan 50 % van de oorspronkelijke investering, op basis van standaard investeringskosten die regelmatig door de CWaPE worden berekend en gepubliceerd, kan de CWaPE, op aanvraag van de producent het karakter van noemenswaardige wijziging verlenen aan de productie-eenheid die het voorwerp heeft uitgemaakt van investeringen, op basis van een analyse die aantoonst dat de reële investeringskosten verschillend zijn van de standaard investeringskosten zoals gepubliceerd door de CWaPE.";

6° het laatste lid wordt vervangen als volgt :

"De toekenning van groene certificaten voor een nieuwe periode van vijftien jaar kan pas gebeuren na kennisgeving aan de CWaPE van de aanpassing van het certificaat van garantie van oorsprong dat de uitvoering van de noemenswaardige wijziging vaststelt."

**Art. 6.** In artikel 15quater, eerste lid, 3°, derde streepje, van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de woorden "dan 40 %" vervangen door de woorden "dan 50 %".

**Art. 7.** Artikel 25, § 5, derde lid, van hetzelfde besluit, zoals vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt : "Voor elke eindafnemer waarvan het driemaandelijks verbruik de drempel van 1,25 GWu overschrijdt per exploitatiezetel overeenstemmend met een technische of industriële eenheid, stemt de vermindering van het aantal groene certificaten overeen met een quotavermindering, namelijk :";

2° in 1° worden de woorden "quotum van het jaar dat voorafgaat aan het lopende jaar" vervangen door de woorden "quotum van toepassing op dat gedeelte van het elektriciteitsverbruik het jaar dat voorafgaat aan het lopende jaar".

**Art. 8.** In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit worden de artikelen 31*bis* tot 31*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 31*bis*. Uiterlijk op 30 april 2009 wordt de CWaPE, voor de eerste keer, de lijst opgesteld en bekendgemaakt van de standaard investeringskosten bedoeld in artikel 15*ter*, tweede lid, 3°. Deze lijst is van toepassing op elke aanvraag die vanaf 1 januari 2008 wordt ingediend.

Art. 31*ter*. Voor de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15*ter* betreffende wijzigingen die hebben plaatsgevonden tussen de datum van bekendmaking van het decreet in het *Belgische Staatsblad* en 1 januari 2008 en die door de CWaPE worden erkend als noemenswaardig in de zin van het bovenvermelde artikel 15*ter*, wordt ervan uitgegaan dat de noemenswaardige wijziging is ingegaan op de datum van indienstelling van de gewijzigde eenheid of productie-eenheden, overeenkomstig het aangepast certificaat van garantie van oorsprong. Voor deze productie-eenheden wordt voor de elektriciteit die vanaf 1 januari 2008 werd geproduceerd, desgevallend, een bijkomende hoeveelheid groene certificaten toegekend ter compensatie van de toepassing van het "q" coëfficiënt.

Art. 31*quater*. In afwijking van § 1 van artikel 17*bis*, hebben de labels van garantie van oorsprong waarvan het einde van de productieperiode uit 2007 dateert, een geldigheidsduur die op 31 december 2009 eindigt."

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

**Art. 9.** Artikel 24*ter*, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, zoals ingevoegd bij het besluit van 20 december 2007, wordt vervangen door het volgend lid :

"Als de aanvraag ingediend wordt terwijl de installatie of één van haar productie-eenheden nog niet in bedrijf gesteld is, voegt de aanvrager bij zijn aanvraag een projectie van de gegevens betreffende de stukken bedoeld onder 1° tot 3°, alsook van de planning van de investering en de vermoedelijke datum van haar inbedrijfstelling."

**Art. 10.** Artikel 24*quater* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in 1° en 2° van het eerste lid, worden de woorden "de installatie" vervangen door de woorden "de bedoelde eenheid of productie-eenheden";

2° in het tweede lid worden de woorden "de installatie voor groene elektriciteitsproductie" vervangen door de woorden "de bedoelde eenheid voor groene elektriciteitsproductie";

3° in het laatste lid wordt het woord "installatie" vervangen door de woorden "productie-eenheid".

**Art. 11.** Het eerste lid van artikel 24*septies* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt vervangen door het volgend lid :

"In afwijking van de artikelen 24*ter* en 24*quater* komen de eenheid of productie-eenheden van een installatie met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder voor de duur van 180 maanden in aanmerking voor de garantie van afkoop van hun groene certificaten door de beheerder van het plaatselijke vervoersnet. De duur van de aankoopverplichting gaat in de maand na de inbedrijfstelling van de bedoelde eenheid voor groene elektriciteitsproductie."

#### HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende verschillende maatregelen ter bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling*

**Art. 12.** In artikel 36 van het besluit van 20 december 2007 houdende verschillende maatregelen ter bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, wordt het woord "installaties" vervangen door het woord "eenheden".

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008.

**Art. 14.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE